

« Tout dire à des gens qui veulent tout savoir »

L'expérience de l'Agence Presse Libération

Entretien avec Jean-Claude Vernier

L'Agence Presse Libération constitue une expérience originale, mais méconnue dans l'histoire du système d'information médiatique français. Créée au début des années soixante-dix par des militants maoïstes pour donner de la visibilité aux luttes de l'extrême gauche, l'APL vise aussi et plus largement à répondre à la censure et au contrôle étatique de l'information qui pèsent alors sur les médias hexagonaux. Jean-Claude Vernier en est l'initiateur et le responsable jusqu'à la dissolution de cet organe de contre-information, véritable matrice du quotidien Libération qui voit le jour en 1973. En désaccord avec Serge July sur l'orientation du journal, Vernier le quitte en juillet 1974 pour rejoindre le Portugal où il participe à Radio Renascença durant la révolution des Œillets. Passé ensuite à la télévision publique, il développera dans les années 1980 le premier service télématique de TF1. Remercié par la chaîne au moment de sa privatisation, il crée alors le 3615-info, un service minitel d'information continue qui connaîtra son heure de gloire durant la première guerre du Golfe au début des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui retraité, Jean-Claude Vernier a accepté pour Médiamorphoses de témoigner des moments importants et des pratiques de l'APL, qui préfigurent à certains égards les démarches collaboratives du journalisme contemporain.

Rappel : les dates-clefs de l'APL

19 juin 1971 : Publication du premier bulletin de l'APL. Il se compose de deux feuillets agrafés.

13 décembre 1971 : Maurice Clavel, directeur en titre de l'APL, invité de l'émission « À armes égales » sur la deuxième chaîne, quitte le plateau en direct parce que le film de présentation qu'il a préparé a été censuré.

25 février 1972 : Mort du militant maoïste Pierre Overney à l'usine Renault de l'Île Seguin (Boulogne-Billancourt). Christophe Schimmel, photographe de l'APL, a saisi la scène qui sera présentée au journal télévisé de la Une.

8 mars 1972 : Abonnement de l'AFP à l'APL.

Avril 1972 : Publication par des militants de l'APL du premier numéro de *Pirate* à Bruay-en-Artois à propos de l'affaire du même nom, puis à Thionville à l'occasion d'une grève.

2 novembre 1972 : Lancement du projet de *Libération*.

22 février, 6 et 14 mars 1973 : Sorties des numéros 001, 002, 003 de *Libération*.

Été 1973 : Chute pour 2/3 des abonnements à l'APL. L'agence sera dissoute peu de temps après.

« Tout dire à des gens
qui veulent tout savoir »

Jean-Claude Vernier

Guy Lochard – *Comment entrez-vous dans la vie militante ?*

Jean-Claude Vernier – En 1957, j'ai quatorze ans et le pasteur Mathiot me fait découvrir le traitement insupportable que subissent les Algériens. Mes parents sont alors instituteurs dans un village du Haut-Doubs, et j'entre dans un réseau qui aide des militants du FLN à passer en Suisse. La veille, ils dorment clandestinement dans ma chambre. C'est comme ça que Ben Bella a passé une nuit dans mon lit avant de franchir la frontière. Quelques mois après, tout le réseau est arrêté. Surpris d'être le seul à ne pas avoir été tabassé au poste central de Besançon, j'entends le commissaire principal me dire : « *Compte tenu du service que nous a rendu votre père en nous disant que vous aviez des activités avec des terroristes, je vous laisse partir, je garde les autres.* » Je me suis senti dans la position du traître, et j'ai alors décidé de quitter le domicile familial. J'ai ensuite réussi le concours de l'École Centrale. Pour payer mes études, je travaillais dans la restauration ; j'ai même obtenu un CAP de saucier. À l'époque, je militais à la Voix Ouvrière (aujourd'hui Lutte Ouvrière), une organisation trotskiste.

André Gattolin – *Comment vous liez-vous aux maoïstes ?*

Jean-Claude Vernier – À mon arrivée à Paris, j'ai pris contact avec les gens de la Voix Ouvrière, mais je trouve une bande de vieux avec un discours complètement inepte. Un copain me parle alors d'un groupe monté par des philosophes à l'École normale supérieure. Je rencontre le responsable : Benny Lévy, alias Pierre Victor, qui me subjugué et je deviens membre de l'UJC-ml. À l'époque, j'étais fasciné par la Révolution culturelle – je ne savais pas encore tout ce qu'il y avait derrière –, par l'idée que les profs puissent aller bosser comme paysans ou ouvriers. Je trouvais cela génial ; c'est ainsi que je suis devenu un des premiers « établis ». En sortant de Centrale, je suis parti à Marseille m'embaucher comme manœuvre dans la réparation navale : manœuvre, c'était un grand mot car, en fait, on débouchait surtout les chiottes des pétroliers. On se faisait courser par les dockers militants de la CGT, mais on était plus jeunes, et on courait plus vite qu'eux. Un jour, cherchant à expliquer la raison de mes mains blanches à un de mes camarades, je lui avoue que je sors de Centrale. Il me demande alors : « De Poissy ou de Melun ? ». Quand je lui ai dit qu'il s'agissait de l'École Centrale, il n'a pas voulu me croire et j'ai dû renoncer à toute explication !

Je n'allais pas à l'usine pour connaître les ouvriers, car mes deux grands-pères étaient métallurgistes, mais pour me mettre « à l'écoute des masses », comme un bon mao. J'ai fini par me faire virer de toutes les boîtes après avoir quand même obtenu deux CAP. À chaque fois, les chefs d'équipe me trouvaient très bien et me disaient : « Tu devrais passer un CAP pour monter. » Je reste très fier de ces diplômes.

Guy Lochard – *Quels sont vos premiers contacts avec la presse ?*

Jean-Claude Vernier – En 1970, j'étais au comité de rédaction de *La Cause du peuple*, puis je rentre dans le comité de défense du journal. Je rencontre à cette occasion des journalistes de *L'Aurore*, un journal de droite. Certains parmi eux sont membres de la CFDT, comme Claude-Marie Vadrot, qui est directeur des infos au *Journal du Dimanche*, ou Claude Angeli, actuel patron du *Canard Enchaîné*. C'était l'époque où le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, avait remis en fonction la cour de sûreté de l'État et envoyait en taule tous les copains qui étaient pris alors

Jean-Claude Vernier

« Tout dire à des gens
qui veulent tout savoir »

qu'ils diffusaient *La Cause du peuple*. Début 1971, ceux-ci avaient entamé une grève de la faim pour exiger le statut de prisonniers politiques. Comme au bout d'une semaine personne n'en parlait, j'ai décidé de trouver des gars et on a monté une grève de la faim publique dans la chapelle Saint-Bernard, à Montparnasse. Pour le faire savoir, on a organisé le rabattage des journalistes. On discutait avec eux et tous se plaignaient de la censure qui régnait alors dans la presse.

Un jour, Jean-Luc Godard vient nous rendre une visite de solidarité. Je le connaissais parce que nous avions organisé un atelier vidéo ensemble à l'École des beaux-arts l'année précédente. Il nous dit : « Avec toutes ces choses dont on ne parle pas, il faudrait faire une agence. » Quelque temps après, je repense à l'idée de Godard : une grève avec occupation vient de se déclencher à *Paris-Jour* (un journal de ragots) et sa patronne, Simone Del Duca, décide de fermer la boutique en représailles. Chargé des médias à *La Cause du peuple*, je fonce rencontrer les gens de *Paris-Jour* et leur offre la dernière page de notre journal. Ça a été un branle-bas de combat dans toute la presse : « Ces gauchistes qui prennent le parti de Paris-Jour... ce journal qui les a toujours traités plus bas que terre. » Résultat : la manif organisée devant *Le Figaro*, qui était à l'époque à deux pas de l'Élysée, rassemble un millier de journalistes de toute la presse. J'y retrouve là mon copain de *L'Aurore* qui me dit : « Il faut faire quelque chose. » C'est à ce moment que nous avons décidé de faire une agence de presse qui donnerait la « parole au peuple ». Notre devise était : « Tout dire à des gens qui veulent tout savoir. » En toute modestie...

André Gattolin – Cette agence va s'appeler APL et elle naît officiellement le 18 juin 1971...

Jean-Claude Vernier – Oui, l'APL du 18 juin ! C'était un jeu de mots sur l'appel du 18 juin, mais c'était aussi une référence à l'Armée Populaire de Libération chinoise. Je vais voir Sartre, que je connaissais de *La Cause du peuple*, qui me dit : « D'accord, je veux bien être co-directeur. » Je contacte également Maurice Clavel, que je n'avais jamais rencontré, mais qui, en 1968, avait tenu une belle chronique dans *Combat*. Il me reçoit et me dit : « Je veux bien être avec vous, mais je veux voir comment vous travaillez. » C'est ainsi qu'il a accepté d'être le garant intellectuel de l'agence. Je transformais les informations que je recevais en dépêches, avec une obligation : pas de censure. On passait aussi bien des communiqués des maos, des trotskistes que ceux de la Nouvelle Action Française, des royalistes pro-Palestiniens dirigés alors par Bertrand Renouvin.

Un jour, Clavel m'appelle et me dit qu'il doit participer à un débat à la télé avec Jean Royer, le maire de Tours, et qu'il flaire un coup fourré. Il avait fait préparer un petit film qui devait être diffusé durant l'émission et il venait de recevoir un appel bizarre de l'Élysée lui disant qu'une des phrases contenues dans ce film n'avait pas plus au président Pompidou. Une heure avant l'émission, le 13 décembre 1971, Clavel me rappelle et confirme : « J'ai été censuré, alors tu viens à la Maison de la radio avec moi. » Ce fut alors le fameux « Messieurs les censeurs, bonsoir ! », et sa sortie du plateau en cours d'émission. Nous avions préparé le coup en rédigeant à l'avance un texte que les copains de l'APL sont immédiatement allés distribuer dans toutes les rédactions. Ce qui a largement contribué à faire connaître l'APL.

« Tout dire à des gens qui veulent tout savoir »

Jean-Claude Vernier

Guy Lochard - *Quels étaient les modes d'organisation de l'APL ?*

Jean-Claude Vernier - Au départ, c'était dans la chambre de ma fille. On avait acheté une ronéo. Je rédigeais, je tirais la ronéo, j'allais poster et j'inondais la presse avec ça. Puis il a fallu quand même vivre et les abonnements sont devenus payants ; on a eu très rapidement deux cents journaux qui se sont abonnés, parce que c'était leur seule ouverture sur le monde gauchiste. Progressivement, les organisations ont pris l'habitude de nous envoyer leurs communiqués. Quand l'APL s'est arrêtée, l'AFP a dû embaucher cinq journalistes pour nous remplacer, parce que le gauchisme était très actif à cette période.

Guy Lochard - *Vous avez dû recruter... ?*

Jean-Claude Vernier - Recruter était difficile parce que personne n'était payé. Moi, c'était mon salaire de professeur des Beaux-Arts qui faisait fonctionner tout ça. Il y avait une dizaine de personnes, mais il y avait sans arrêt des visiteurs. Un jour, une bande de lycéens de Melun débarque avec parmi eux Antoine de Gaudemar, Claude Maggiori puis Gilles Millet et Bénédicte Mei. Ces lycéens de Melun ne supportaient pas leur vie. Ils avaient entendu parler de l'APL et ils étaient venus nous dire : « *Voilà, on a de l'huile de coude à dépenser...* »

Guy Lochard - *L'APL avait également un département photo...*

Jean-Claude Vernier - Oui, une agence photo, à côté de l'agence de presse proprement dite. C'est Cécile Hallé, photographe au Musée d'art moderne, qui est venue me le proposer. Elle m'a dit : « *J'ai les moyens de bien vivre par mon travail. Ce n'est pas ma vocation et je voudrais faire des photos pour vous.* » Je lui ai répondu : « *D'accord si c'est gratuit.* » Cela s'est fait comme ça, en récupérant du matériel emprunté au musée. Cette agence a joué un rôle très important au moment de l'affaire Overney. C'est le fils de Cécile qui a pris la photo du meurtre. Il était copain avec Pierre Overney et il était tout près de lui quand il s'est fait descendre. Il a appuyé sur son Nikon automatique et son doigt s'est crispé. Ainsi, nous avons eu tout le film de l'assassinat de Pierre par Tramoni, sur lequel on voit nettement que Pierre était à vingt mètres de son assassin, et qu'il avait les mains vides. Nous avons aussitôt foncé dans toutes les rédactions. Hervé Chabalière et Philippe Gildas ont décidé de passer les photos au 20 heures de la première chaîne. L'AFP s'est retrouvée prise en flagrant délit de mensonge dans cette affaire. L'émotion a été considérable. Trois jours plus tard, il y avait deux cent mille personnes au Père Lachaise à l'enterrement de Pierre.

Guy Lochard - *L'APL était-elle très différente d'une agence de presse classique ?*

Jean-Claude Vernier - L'APL était uniquement composée de bénévoles ; des militants maos pour l'essentiel. Certains étaient établis en usine, d'autres distribuaient *La Cause du peuple*... Ils nous transmettaient des informations sur la situation dans les boîtes où ils travaillaient, sur les luttes dans la région où ils habitaient. On a fait trois fois de grandes réunions avec tous les gens qui travaillaient pour l'APL. Cela représentait environ un millier de personnes.

Guy Lochard - *Sous quelle forme les informations étaient-elles envoyées ? Les correspondants téléphonaient-ils ?*

Jean-Claude Vernier - La forme qu'ils voulaient : ils téléphonaient, ils envoyaient aussi par la poste. Parfois, on recevait des papiers innommables avec un petit mot d'accompagnement du genre : « *Excusez-moi, je le fais en cachette.* »

Guy Lochard - *Y avait-il un travail de vérification des informations avant de les publier ?*

Jean-Claude Vernier - Non, on faisait confiance. C'était quand même des militants et on avait confiance. Il nous est donc arrivé de publier des conneries. On considérait que les gens avaient leur vérité. Et puis, ce n'était pas du tout démocratique. J'étais

Jean-Claude Vernier

« Tout dire à des gens
qui veulent tout savoir »

Guy Lochar – *Vous n'avez pas eu de procès à cette époque ?*

le patron, ça ne discutait pas. J'étais convaincu d'être un excellent démocrate parce que je demandais l'avis de tout le monde, mais c'était quand même moi le chef.

Jean-Claude Vernier – Non, aucun. Une fois, Simone Del Duca a voulu me faire un procès en diffamation, mais son avocat l'en a dissuadée : « *Vous allez vous planter !* » En plus, ce qu'on disait était vrai, on disait qu'elle allait supprimer les autres titres de son groupe, ce qu'elle a effectivement fait par la suite.

André Gattolin – *C'était une organisation centralisée ? Essentiellement parisienne ?*

Jean-Claude Vernier – Non, il y avait aussi des antennes à Nantes, Lyon et Toulouse. Il y a même eu une APL en Belgique, qui a survécu jusqu'à dans les années 1990.

Guy Lochar – *Y avait-il des correspondants internationaux ?*

Jean-Claude Vernier – Oui, on avait un service APL International qui faisait soixante pages. Il y avait jusqu'à cent quarante pages ronéotypées qui partaient tous les jours.

André Gattolin – *Comment s'opèrent la naissance de Libération et la cohabitation avec l'APL ?*

Jean-Claude Vernier – Avant de créer *Libération*, on a fait deux numéros d'un journal qui s'appelait *Pirate*. Un jour, Jean-René Huleu, intéressé par ce que nous faisons, débarque et commence à travailler avec nous. Il me présente le fils de Poitevin, propriétaire du *Provençal*, qui fait un journal qui s'appelle *Géranonymo*. Il me dit : « *J'ai une camionnette, on met la ronéo dedans et on part à Bruay faire un numéro spécial, ça va s'appeler Pirate* ». On a fait ensuite un second numéro, mais il n'y a pas eu de suite.

André Gattolin – *Comment naît alors l'idée d'un quotidien ?*

Jean-Claude Vernier – En 1972, Huleu me dit qu'avec le bulletin que l'on fait chaque jour, il y a la matière d'un quotidien. Enthousiaste, j'évacue les problèmes d'argent d'un revers de main. Nous n'en avons jamais eu pour tout ce que nous avons fait jusqu'alors. Il a fallu que je convainque l'organisation de *La Cause du peuple*, parce que cela devait se faire avec elle. C'était en août 1972. En septembre, Christian Poitevin, alias Julien Blaine, m'apporte un système de photocomposition que son père ne pouvait pas utiliser à cause de l'opposition du Syndicat du Livre. On avait les machines, on a trouvé alors un local et on a commencé à construire une équipe. Puis Pierre Victor est venu me voir en me disant : « *Le comité directeur de la Gauche Proletarienne a décidé de t'adjoindre un rédacteur en chef, ce sera Serge July !* »

André Gattolin – *Cela nécessitait quand même des moyens financiers importants ?*

Jean-Claude Vernier – Nous n'avions pas un sou, mais il y avait pas mal de fils de famille dans notre entourage et nous avons décidé de les solliciter. Il y avait Jean-Paul Cruse, le fils des vins de Bordeaux Cruse, Hélène de Gunzbourg qui était la fille d'une Rothschild. Elle a d'ailleurs bien ri, il y a deux ans, quand elle a appris que son cousin rachetait *Libération*... On a démarré le journal avec un numéro zéro qui était un truc monstrueux, tout vert, dégueulasse, baveux. On a fait d'autres zéros et reculé la sortie au 22 mars. On s'est lancé peu de temps après, mais au mois de juin, nous n'avions plus d'argent. Une copine m'a alors présenté l'héritier de Gertrude Stein et j'ai traversé Paris avec trente briques dans un sac en plastique. J'ai apporté l'argent chez le banquier qui n'en revenait pas, malgré le costard que m'avait acheté Clavel pour que je fasse plus sérieux. Puis on a décidé d'arrêter jusqu'au mois de septembre et lancé une grande souscription. J'avais eu l'idée d'imprimer de

« Tout dire à des gens qui veulent tout savoir »

Jean-Claude Vernier

André Gattolin – *Comment s'opère la fin progressive de l'APL ? Libération absorbe l'agence ?*

André Gattolin – *Selon Clavel, l'APL est également ruinée parce que les deux tiers de ses abonnés l'abandonnent au profit de Libération...*

André Gattolin – *Autre élément, la création des comités Libération... Visaient-ils uniquement à aider et contrôler la diffusion du journal ?*

Guy Lochard – *Sartre a-t-il joué un rôle important dans cette « correction » ?*

Guy Lochard – *Quel regard portez-vous sur le journalisme actuel et les pratiques d'information, et plus spécialement sur un certain nombre de démarches qui peuvent se situer dans la filiation de l'APL. Comment s'opère, par exemple, votre engagement dans la télématique naissante à la fin des années soixante-dix ?*

André Gattolin – *Comment voyez-vous l'arrivée d'Internet en France au milieu des années quatre-vingt-dix ? Cela vous intéresse-t-il ?*

faux billets de dix francs, au verso desquels il était écrit : « Je souscris. » On a reçu des monceaux de billets. Le plus gros don c'était cinquante francs. On a ainsi recueilli 700 000 francs, davantage que la souscription du *Monde* à la Libération ! C'est ainsi que nous avons pu redémarrer.

Jean-Claude Vernier – Oui, *Libération* a absorbé une bonne partie de l'énergie militante. Au début, à l'intérieur du journal, il y avait une petite pièce pour l'APL. Ceux qui travaillaient pour *Libération* étaient payés, certes au SMIG mais payés. Ce n'était pas le cas de ceux qui travaillaient pour l'APL. Rapidement, il y a eu du tirage dans les équipes. Un jour, Pierre Victor a donc pris la décision de convoquer tout le monde et d'annoncer qu'il fallait liquider l'agence.

Jean-Claude Vernier – Je confirme.

Jean-Claude Vernier – Non, pas du tout. C'était pour donner quelque chose à faire aux militants maos. Pour moi, *Libération* était très important du point de vue de l'organisation maoïste, parce que cela occupait utilement des gens qui auraient pu glisser vers le terrorisme. J'étais allé au Portugal, et surtout en Italie, notamment en 1971 quand les Brigades Rouges commençaient à apparaître. Pour moi, c'était une dérive possible en France et, avec Pierre Victor, nous nous sommes dit que la création de ces comités allait fournir un bon exutoire. Comme on ne pouvait pas donner n'importe quel grain à moudre à des militants maos – la plupart étaient intelligents –, il fallait leur donner un travail intéressant. Leur travail, c'était de recueillir l'information gauchiste dans leur coin pour le journal. En France, à part Action Directe, nous n'avons d'ailleurs pas eu de vague terroriste.

Jean-Claude Vernier – Non, à l'époque il était déjà très malade et une seule chose l'intéressait, c'était de finir son Flaubert, qu'il a d'ailleurs terminé avant de mourir.

Jean-Claude Vernier – Cela m'a fasciné dès le départ. On m'a demandé de fonder une filiale « nouvelles technologies » pour TF1. C'est l'époque des messageries, d'où l'idée de créer le 3615-TF1 pour soulager le courrier des téléspectateurs de la chaîne. C'était formidable parce que les gens du courrier répondaient avec leur clavier ; il n'y avait plus de frais de timbres et, en plus, cela constituait une source de revenus. Ensuite, je me suis dit qu'il y avait sans doute la possibilité de faire dialoguer les gens entre eux. J'en ai parlé à un copain de Centrale qui m'a répondu : « *Il n'y a aucun problème, j'ai un logiciel qui permet de le faire.* » Alors, on l'a installé pour TF1 et le succès a été prodigieux.

Jean-Claude Vernier – J'ai eu une rupture d'anévrisme en 94 et j'ai été hors-circuit pendant plusieurs années. Mais dès que j'ai recommencé à reprendre pied, ça m'a effectivement beaucoup intéressé.

Jean-Claude Vernier

« Tout dire à des gens
qui veulent tout savoir »

André Gattolin – *Mais aujourd'hui, le journalisme participatif, l'explosion des sites d'information ou de contre-information, est-ce quelque chose que vous suivez ?*

Guy Lochard – *Quel regard portez-vous sur le néo-journalisme et plus spécialement les blogs ?*

Jean-Claude Vernier – Que j'utilise. Je trouve que c'est en parfaite filiation avec ce que nous faisons. J'utilise beaucoup le Net pour la Cimade et RESF, pour engueuler les préfets... On envoie des mails mais on fait aussi des fax, parce qu'avec les courriels, il suffit de cliquer pour les supprimer.

Mais il faut aussi que je vous parle un peu de ce que j'estime être le journalisme. Pour moi, un journaliste, c'est d'abord quelqu'un qui enquête et ensuite transmet ce qu'il a vu. C'est un porte-parole, c'est la parole des autres qui est importante.

Jean-Claude Vernier – Dans les blogs, il y a le pire et le meilleur. Le principe du blog, c'est de vider ses intérieurs, de montrer combien je suis beau et intéressant. Je ne suis pas très sensible à l'exhibitionnisme, mais il y a quand même des choses bien. Celui de Daniel Schneidermann est très intéressant, il a fait un métier de son aspect critique et a parfois tendance à oublier l'autocritique. Je ne vais pas cependant dire du mal de quelqu'un qui fait un travail très estimable et a été totalement maltraité par la chaîne où il travaillait...

Lexique

UJC-ml : Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, groupe dissident de l'Union des étudiants communistes (UEC).

« **Établi** » : militant maoïste d'origine intellectuelle allant travailler en usine pour développer des luttes ouvrières, mais aussi pour se faire rééduquer « par le peuple », à l'image des Gardes Rouges durant la Révolution culturelle prolétarienne qui s'est développée en Chine entre 1966 et 1973 à l'instigation de Mao-Tsé-Toung (Mao Zedong). Pour une analyse plus précise de ce phénomène, voir Robert Linhart, *L'Établi*, Paris : Éditions de Minuit, 1978 (rééd. 1981 et 1989) ; Marnix Dressen, *Les Établis : la chaîne et le syndicat, Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes*, Paris : L'Harmattan 2000.

La Cause du peuple : journal de la Gauche Prolétarienne, mouvement d'obédience maoïste. Poursuivi plusieurs fois, puis interdit, il a suscité un mouvement de soutien auquel ont participé nombre d'intellectuels français, parmi lesquels Jean-Paul Sartre.

Maurice Clavel : écrivain et journaliste français (1920-1979). Résistant, chef du maquis d'Eure-et-Loir, libérateur de Chartres, il a collaboré au journal *Combat* de 1955 à 1960, puis au *Nouvel Observateur* de 1964 à sa mort.

Pierre Overney : militant maoïste tué le 25 février 1972, à l'entrée des usines Renault de Boulogne-Billancourt, par Antoine Tramoni, un responsable du service de sécurité de l'entreprise, lors d'une distribution de tracts.

Propos recueillis par André Gattolin et Guy Lochard les 19 et 20 novembre 2007